

La tension entre la Syrie et la Turquie

Au Moyen-Orient, la tension monte entre la Turquie et la Syrie.

Après l'affaire de Suez, l'impérialisme américain prenant la relève des vieux impérialismes français et anglais en déconfiture, veut mettre un terme à la révolution arabe montante et barrer la route à l'expansion soviétique sur cette partie du monde. C'est l'objectif de la « doctrine Eisenhower ».

Il croit avoir marqué un point décisif en aidant le roi de Jordanie à faire un coup d'Etat contre un Parlement pro-Nasser. Mais, rapidement, les choses tournent mal. Soutenue par l'Egypte, alimentée par l'URSS, la Syrie élimine des positions de pouvoir les hommes de l'impérialisme.

Devant cette situation, la State Department a envoyé en Turquie Loy Henderson, qui a jadis réussi le coup contre Mossadegh en Iran. On ne peut avoir de doute qu'il était en train d'organiser un petit complot en Turquie, destiné à renverser le pouvoir en Syrie, mais susceptible aussi de mettre le feu aux poudres.

C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé catégoriquement Khrouchtchev par diverses voies. On notera qu'il se souvient d'un coup qu'il est secrétaire du P.C. de l'URSS et, à ce titre, il s'adresse aux Partis socialistes de l'Europe occidentale; mais, c'est par la voie diplomatique qu'il transmet ses lettres! On ne semble pas très prêt à Moscou de faire — fut-ce formellement — la distinction entre gouvernement et parti; cela n'est guère aisé pour la bureaucratie.

Foster Dulles a répondu à Khrouchtchev en termes non moins catégoriques. L'URSS, a-t-il dit, ne sera pas un sanctuaire inviolable.

On peut présumer que, cette fois-ci encore, la tension ne se développera pas au delà de certaines limites. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, le Moyen-Orient est un véritable baril de poudre et les dangers qu'une conflagration mondiale y prenne naissance sont extrêmement grands. On n'y remédiera pas en bëlant sur la « coexistence pacifique » mais en menant une lutte résolue pour la conquête du pouvoir, seul moyen de désarmer effectivement le capitalisme.

Epreuve de force entre le gouvernement et les syndicats en Argentine

L'instabilité de l'Argentine depuis la chute du Pérou va s'accroissant. Les masses travailleuses, mécontentes de leurs conditions d'existence et voyant dans les syndicats leurs instruments de défense les plus appropriés, ne cessent d'entrer en conflit avec le gouvernement Aramburu. Celui-ci ne trouve également aucun appui sérieux dans la petite bourgeoisie.

Au moment où ce journal se prépare, on annonce une nouvelle période de tension, les syndicats ayant décidé 48 heures de grève générale et le gouvernement ayant déclaré ce mouvement illégal. Il s'agit là d'un épisode de plus dans une crise sociale qui ira en s'aggravant dans la période à venir et qui posera des problèmes politiques très élevés, que la classe ouvrière argentine ne pourra résoudre qu'en créant un parti de masse sur la base de son puissant mouvement syndical, afin de s'orienter vers la conquête du pouvoir. Le P.O.R., organisation des trotskystes d'Argentine, mène une infatigable campagne dans ce sens, en même temps que ses militants sont individuellement à la pointe des luttes des masses dans leurs entreprises.

Le gouvernement, le P. S. et le sort des charbonnages belges

Depuis le mois d'août une certaine inquiétude règne chez de très nombreux militants du parti socialiste.

Divers honneurs rendus à l'ex-roi Léopold III, chassé du trône par la grande mobilisation ouvrière de l'été 1950, ainsi que l'intention prêtée à la droite cléricale de préparer pour lui une sorte de vice-royauté au Congo, sans que l'actuel gouvernement réagisse, provoquent une vague générale de mécontentement dans les masses socialistes, surtout en Wallonie.

A ce reproche de non-vigilance envers les menées de l'ex-roi, adressé aux ministres socialistes, vient de s'en ajouter un autre. Le ministre libéral Rey a préparé un projet d'intégration aux mines voisines des riches réserves charbonnières inexploitées dans le bassin de Campine. L'Etat se dessaisirait ainsi de sa plus riche part de propriété du sous-sol, moyennant une très faible redevance.

Parallèlement, les longues tractations parlementaires qui ont suivi la catastrophe de Marcinelle — qui fit, rappelons-le, 262 morts au charbonnage du Bois-du-Cazier en août 1956 — n'auraient qu'un résultat très maigre: une participation un peu plus large de l'Etat et des organisations ouvrières au contrôle économique et technique des mines et de leur gestion.

Or depuis son Congrès d'octobre 1956, la centrale syndicale (F.G.T.) a adopté unanimement une position assez radicale selon laquelle seule la nationalisation des charbonnages permettra un contrôle sévère de la sécurité des travailleurs et une gestion économique saine des mines. Ce point de vue est également défendu par les Jeunes Gardes socialistes et par l'hebdomadaire « La Gauche », publié par divers éléments de gauche du P. S. et de la F.G.T.

Les projets Rey viennent d'ouvrir une discussion assez large parmi les cadres du P. C. C'est ainsi que plusieurs fédérations importantes ont voté au début d'octobre des ordres du jour incisifs au sujet du problème charbonnier.

Le programme le plus clair a été présenté par la plus forte fédération du pays, celle de Liège dont le texte demande aux parlementaires socialistes « de prendre toutes dispositions utiles « pour que la Chambre soit appelée à se prononcer sur le principe même de la nationalisation de l'industrie charbonnière. »

Aussi le Comité central (ou « conseil général ») du P.S., — organisme aux pouvoirs imprécis que l'on ne réunit que rarement — vit-il, dans sa séance du 7 octobre, l'amorce d'un débat entre la direction bureaucratique droitiste du P. S. et une aile gauche qui n'a encore qu'une faible conscience d'elle-même et n'est pas du tout organisée. Son principal représentant, J.-J. Merlot, député et bourgmestre de Seraing, parlant au nom de la fédération liégeoise, ainsi que plusieurs autres délégués de diverses fédérations, mirent en difficulté la direction tout entière. Le premier ministre, Van Acker, ne put opposer que des réponses dilatoires du genre « faites-moi confiance » à l'argumentation serrée qui lui avait été présentée.

C'est avec une certaine difficulté que le président du P. S., Max Buset, parvint à éviter un vote où une forte minorité se serait certainement manifestée en opposition à la politique gouvernementale de la droite.

Le problème charbonnier doit être examiné à nouveau lors d'un prochain C. G., en novembre. Le trio Buset, Van Acker, Major mettra ce délai à profit pour faire pression sur les opposants, ce qui n'est pas difficile à quelques mois du poll pré-électoral. Mais il est fort possible que l'opposition qui s'est rassemblée sur le problème charbonnier, décisif pour l'économie belge, reste ferme et, après s'être concrétisée par un vote au C.G., s'organise en tendance. La situation dans

le P. S. ressemblerait alors à celle qui existe déjà dans la F.G.T. où l'aile gauche dirigée par Renard et les métallurgistes rassemble un tiers environ des effectifs.

Une nouvelle étape s'ouvre probablement pour le mouvement ouvrier belge.

Philippe VAN DAMME.

Vague de grèves au Japon

Une vague de mouvements revendicatifs s'est déclenchée au Japon, sous l'instigation du SOHYO, la plus forte centrale syndicale du pays, qui est contrôlée par des militants socialistes de gauche.

Les ouvriers des aciéries, ceux des constructions navales, les mineurs de charbon, etc., ont déjà procédé à des mouvements. Mais les interventions les plus importantes seront celles des travailleurs des services publics et des cheminots des lignes nationales.

Le gouvernement prend des mesures préventives et a présenté une « interprétation unifiée » de la législation du travail, selon laquelle les travailleurs des entreprises publiques n'auraient pas le droit de grève.

Nous invitons les lecteurs de notre journal à lire un article dans le numéro d'octobre de « Quatrième Internationale » où ils trouveront une analyse du développement de la lutte de classe au Japon depuis la fin de la guerre et des problèmes soulevés par les nouvelles luttes qui s'engagent.

Manifestations antiatlantiques en Norvège

C'est dans la tranquille Scandinavie, en Norvège, que la politique atlantique a été secouée assez fortement. Le général Speidel n'a pu s'y exhiber, et un général anglais qui fut pris pour lui reçut des pierres.

Ces manifestations ne proviennent pas du tout de membres ou sympathisants du PC norvégien dont l'influence très faible a encore décliné dans les derniers temps, comme l'ont montré les récentes élections norvégiennes. Les organisateurs de ces manifestations sont soit des militants se situant sur la gauche du N.A.P. (parti ouvrier norvégien) soit d'anciens résistants sans affiliation politique.

L'opposition norvégienne à la politique atlantique se comprend fort bien si l'on tient compte de la situation géographique du pays. Le développement de la situation internationale ne peut que renforcer ces tendances anti-OTAN.

AIDEZ

“La Vérité des Travailleurs”